

AEGIS TRUST - AFRICAN CENTRE FOR PEACE AND JUSTICE STUDIES - COALITION ARABE POUR LE DARFOUR - DARFUR CONSORTIUM – ENOUGH - FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME (FIDH) - GLOBAL CENTRE FOR THE RESPONSIBILITY TO PROTECT - HUMAN RIGHTS FIRST - HUMAN RIGHTS WATCH - INTERNATIONAL REFUGEES RIGHTS INITIATIVE - ITALIANS FOR DARFUR - JOHANNITER UNFALL HILFE - SAVE DARFUR/GI-NET - SOCIETY FOR THREATENED PEOPLE - SUDAN ADVOCACY FORUM - SUDANESE HUMAN RIGHTS MONITOR (SHRM) - WAGING PEACE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Embargo jusqu'au 8 JANVIER 2011, 0H01 GMT

La détérioration de la situation au Darfour est très préoccupante, avertissent des ONG

Les Nations unies doivent rapporter davantage sur la situation humanitaire et les droits humains au Soudan

8 janvier 2011 - Les violences au Darfour risquent de prendre de l'ampleur pendant et après le référendum sur l'autodétermination du Sud Soudan, qui doit débiter demain, avertit une coalition d'ONG de défense des droits humains et de plaidoyer. Cette coalition, qui comprend notamment Human Rights Watch, l'African Centre for Peace and Justice Studies et The Enough Project, recommande vivement au Conseil de sécurité de l'ONU de réclamer des rapports publics réguliers sur la situation humanitaire et des droits humains au Darfour et sur l'ensemble du territoire soudanais, afin de pouvoir suivre la situation sur le terrain de façon appropriée.

« Il apparaît clairement que la situation au Darfour ne cesse de s'aggraver », a déclaré Jehanne Henry, chercheuse sur le Soudan à Human Rights Watch. « Mais la communauté internationale omet de suivre et de répondre comme il se doit à la situation au Darfour. »

La situation au Darfour s'est détériorée dans les semaines précédant le référendum, avec une reprise du conflit entre les forces gouvernementales soudanaises et les rebelles de l'Armée de libération du Soudan fidèles à Mini Minawi, signataire de l'Accord de paix de 2006 sur le Darfour – devenu lettre morte - dans plusieurs endroits du Nord et du Sud-Darfour. Les affrontements et attaques conduites contre les civils par les forces gouvernementales à Khor Abeche, Shaeria et Shangil Tobaya ont provoqué le déplacement de 32 000 personnes.

En dépit de la présence de la mission de maintien de la paix de l'ONU et de l'Union africaine (MINUAD) au Darfour, les civils restent vulnérables aux attaques et aux violations des droits humains. A Khor Abeche, dans le Sud-Darfour, les forces gouvernementales ont même empêché les civils de trouver refuge auprès des casques bleus. Pendant ce temps, les violations des droits humains, y compris les violences sexuelles, ont persisté à l'intérieur et à l'extérieur des camps de personnes déplacées à travers le Darfour.

« La première mesure à prendre pour améliorer la protection des civils est de fournir des rapports publics sur les besoins en matière de droits humains et de protection », a déclaré Souhayr Belhassen, présidente de la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme. « Les Nations unies devraient au minimum fournir des rapports réguliers, circonstanciés et indépendants sur la situation humanitaire et les droits humains dans le Nord-Soudan, dont le Darfour, et dans le Sud-Soudan. »

Malgré la présence de casques bleus et de membres du personnel civil de l'ONU, il n'est guère possible de se procurer des informations relatives à la sécurité dans cette région et à l'impact des violences sur les civils. Le bureau des droits de l'Homme des Nations unies n'a pas publié de rapports publics sur les

questions des droits humains au Darfour depuis deux ans. Le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires a cessé de publier des rapports sur les besoins humanitaires pour le Darfour depuis fin 2009, et la MINUAD n'a que récemment commencé à publier des comptes rendus trop sommaires. La coalition appelle la MINUAD à élargir la portée géographique et le niveau de détail de leurs rapports.

Les autorités gouvernementales et les groupes rebelles empêchent l'ONU et autres agences d'avoir accès à de nombreux endroits du Darfour où vivent des dizaines de milliers de déplacés. Les arrestations de journalistes et de militants darfouris fin octobre et début novembre par le gouvernement, conjuguées à l'expulsion de 13 ONG en 2009, ont contribué à créer un vide en matière d'information.

« La communauté internationale ne peut répéter les erreurs du passé et permettre qu'un conflit éclate au Darfour alors que son attention se porte ailleurs. En acceptant cette absence d'information, elle se dérobe à l'engagement qu'elle a pris de protéger les civils face aux violences commises au Darfour », a souligné le Docteur Monica Serrano, Directrice exécutive du Global Centre for the Responsibility to Protect.

La coalition appelle également les parties soudanaises à respecter le droit international humanitaire et à permettre aux organisations humanitaires d'avoir librement accès aux populations dans le besoin, quels que soient leur appartenance ethnique et le lieu où elles se trouvent, et elle invite le Conseil de sécurité de l'ONU à insister sur ce point.

Le Soudan accueille sur son territoire la Mission des Nations unies au Soudan (MINUS) dans le Nord et le Sud-Soudan, ainsi que l'opération hybride UA/ONU au Darfour.

- FIN -

Contacts presse :

- Caroline Baudot – +33 6 59 60 33 23 / caroline.baudot@crisisaction.org

Merci de remplacer ce nom par le votre si vous le souhaitez lorsque vous diffusez ce communiqué.

NOTES AUX REDACTIONS

Ce communiqué est signé par les organisations suivantes :

- Aegis Trust
- African Centre for Peace and Justice Studies
- Coalition arabe pour le Darfour
- Darfur Consortium
- Enough
- Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH)
- Global Centre for the Responsibility to Protect
- Human Rights First
- Human Rights Watch
- International Refugees Rights Initiative
- Italians for Darfur
- Johanniter Unfall Hilfe
- Save Darfur/GI-Net
- Society for Threatened People
- Sudan Advocacy Forum
- Sudanese Human Rights Monitor (SHRM)
- Waging Peace